



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article1373>

La victoire d'Hugo Chavez

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles d'Alternatives -

Date de mise en ligne : mercredi 18 août 2004

Description :

Élu pour la première fois en 1998, le président Hugo Chavez vient de marquer la plus importante victoire de sa carrière.

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Élu pour la première fois en 1998, le président Hugo Chavez vient de marquer la plus importante victoire de sa carrière. Le référendum tenu hier dans ce pays d'Amérique du Sud s'est conclu par une éclatante victoire des partisans du président Chavez (58,25 % des suffrages exprimés - 4 991 483 votes -, face à 41,74 % des électeurs qui ont voté contre Chavez). Fait à noter, plus de 600 observateurs étrangers étaient sur place pour observer le processus, dont des délégués du Carter Center, de l'Organisation des États américains et du Parlement européen.

Turbulences

Depuis six ans, l'administration Chavez a été appuyée plusieurs fois par la population du pays, via diverses élections et des référendums. En dépit de ce fait, un vaste front de l'opposition, animé par les deux grands partis traditionnels du Venezuela (Accion Democratica et COPEI) avec l'appui de la Confédération patronale, de la Centrale syndicale CTV et des grands médias, a tout fait pour renverser Chavez. En avril 2002, l'opposition a fomenté un coup d'État qui s'est conclu en un immense fiasco. Pedro Carmona, le chef de la principale confédération patronale (FEDECAMARAS), qui avait été nommé par les putschistes comme président pour remplacer Chavez, a dû prendre la fuite et se trouve présentement aux États-Unis.

Par la suite, Chavez a habilement empêché l'opposition de paralyser la production pétrolière, véritable poumon du pays. Récemment, en mai, il a échappé à un attentat planifié par un commando composé de paramilitaires colombiens.

Le retour des pauvres

La victoire de Chavez était prévisible pour la majorité des analystes. Le président reste énormément populaire dans les bidonvilles et les villages où 80 % de la population vit dans la misère et l'exclusion. En dépit de ses immenses richesses pétrolières, le Venezuela reste l'un des pays les plus inégalitaires au monde. Dix pour cent de la population dispose de 62 fois plus de richesses que 90 % des gens (au Canada, ce ratio est de dix pour un).

Au sein des populations démunies, le gouvernement avec l'appui des « cercles boliviens » mis en place par le président a entrepris de vastes chantiers, dont la mise en place de milliers de cliniques médicales et d'écoles, ainsi que de programmes d'appui aux petits paysans.

Dans l'« axe du mal »

Pour les États-Unis, le président Chavez est l'un des grands « Satans » qui menace le monde. Chavez est devenu l'ennemi numéro un de Washington, notamment pour son opposition indéfectible au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). L'opposition vénézuelienne compte énormément sur l'administration Bush pour continuer sa fronde contre le président confirmé dans ses pouvoirs par le référendum d'hier. Les enjeux sont immenses, car le Venezuela compte parmi les principaux producteurs de pétrole au monde.

En Amérique du Sud, Chavez est perçu comme le héros de la lutte contre la domination américaine. Les appuis de Chavez sont particulièrement forts en Argentine depuis que le président vénézuelien a annoncé l'achat de huit pétroliers argentins qui seront fabriqués dans les chantiers maritimes de ce pays. Par ailleurs, le Venezuela,

l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay viennent de créer une corporation conjointe, Pétrosur, et dont le but est de développer plusieurs gros projets énergétiques dans la région. Un autre projet PétroCaribe, vise à développer des joint-ventures avec des pays du bassin des Caraïbes.

Partie remise

De toute évidence, l'opposition vénézuélienne entend remettre cela. Les « classes moyennes » qui en sont l'épine dorsale veulent en découdre avec le Président qui selon elles « *ruine le pays et ose confronter le FMI et les États-Unis* ». Pour le moment, l'administration Bush en a plein sur les bras avec la crise en Irak, mais cette situation est temporaire. Le principal allié de Washington en Amérique du Sud, le président colombien Alvaro Uribe, continue de militariser le pays, y compris les frontières immenses et poreuses avec le Venezuela. De puissants conflits sont donc à prévoir dans la prochaine période.